

Extraits du plan de l'ouvrage :

Partie I- Droit des opérations d'initiative privée : l'intégration d'une logique de projet

Titre I- La mise de la norme d'urbanisme au service du projet urbain

Chapitre I- Une conception flexible de la norme locale d'urbanisme

Section 1- Ecrire la norme en termes d'objectifs

Section 2- L'adaptation de la norme locale d'urbanisme

Chapitre II- Une application flexible de la norme locale d'urbanisme

Section 1- L'écriture de « normes alternatives » ou « exceptions »

Section 2- Le retour aux « dérogations »

Titre II- Le financement du projet urbain

Chapitre I- Le financement unilatéral du projet urbain

Section 1- Les taxes d'urbanisme

Section 2- La participation pour réalisation d'équipements publics exceptionnels

Chapitre II- La contractualisation du financement du projet urbain

Section 1- L'établissement d'un projet urbain partenarial

Section 2- Les difficultés pratiques de mise en œuvre du projet urbain partenarial

Titre III- La sécurisation des autorisations d'urbanisme

Chapitre I- La simplification du champ d'application des autorisations d'urbanisme

Section 1- Les démolitions

Section 2- Les constructions nouvelles

Section 3- Les travaux sur des constructions existantes

Section 4- Les aménagements et installations divers

Chapitre II- L'adaptation du régime juridique des autorisations d'urbanisme aux exigences opérationnelles

Section 1- L'encadrement de l'instruction de la demande d'autorisation d'urbanisme

Section 2- La sécurité juridique des effets des autorisations d'urbanisme

Titre IV- Le nouveau contentieux de l'urbanisme

Chapitre I- L'encadrement de l'accès au prétoire

Section 1- Sur la limitation des recours contentieux

Section 2- Raccourcir les délais de jugement

Chapitre II- L'office renouvelé du juge de l'excès de pouvoir

Section 1- Nouveaux pouvoirs juridictionnels favorisant la conciliation entre légalité et sécurité juridique des autorisations d'urbanisme

Section 2- Les correctif contentieux à la politique locale de l'urbanisme

Partie II- droit des opérations d'initiative publique : l'intégration d'une logique de marché

Titre I- Le lancement des opérations d'aménagement face au nouveau droit de la commande publique

Chapitre I- Délimiter le périmètre de la concession aménagement

Section 1- L'objet des concessions d'aménagement

Section 2- La distinction avec d'autres modes d'intervention

Chapitre II- L'encadrement de la passation des concessions d'aménagement

Section 1- La transposition du régime binaire du droit européen de la commande publique

Section 2- Le régime de passation des concessions d'aménagement

Titre II- La sécurisation juridique de l'exécution des contrats d'aménagement

Chapitre I- Les obstacle à la modification des contrats de la commande publique transposables au contrat d'aménagement

Section 1- La conceptualisation de la notion de « modification du contrat » par les textes européens et internes

Section 2- Le régime juridique des modifications autorisées

Chapitre II- L'exécution du contrat d'aménagement face au nouveau droit de la commande publique

Section 1- La fongibilité de l'objet contractuel d'aménagement

Section 2- L'équilibre financier de la concession d'aménagement

Titre III- Le contrat d'aménagement face au droit de la concurrence

Chapitre I- La qualification de service d'intérêt économique général d'aménagement

Section 1- Les enjeux de la qualification de « service d'intérêt économique d'aménagement »

Section 2- Les critères de qualification de « service d'intérêt économique général » de l'activité d'aménagement

Chapitre II- Le régime juridique des participations publiques à l'activité économique d'intérêt général d'aménagement

Section 1- La qualification des participations publiques

Section 2- Le contrôle des participations publiques à l'activité économique d'aménagement

Titre IV- L'équipement et la maîtrise du foncier

Chapitre I- La zone d'aménagement concerté

Section 1- La création d'une zone d'aménagement concerté

Section 2- La réalisation de la zone d'aménagement concerté

Section 3- Le régime financier de la zone d'aménagement concerté

Chapitre II- La banalisation des droits de préemption

Section 1- Le renforcement des droits de préemption

Section 2- La sécurisation juridique et financière des droits de préemption

Chapitre III- L'efficacité du droit de l'expropriation

Section 1- Le champ d'application

Section 2- La phase administrative : la reconnaissance de l'utilité publique d'un projet et l'identification des parcelles à exproprier

Section 3- La phase judiciaire : le transfert de propriété et la fixation de la contrepartie